

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Supplément au RI n° 473 • fr.internationalism.org • france@internationalism.org • 0,20 €

VIOLENCES POLICIÈRES, ÉMEUTES, GUÉRILLA URBAINE, PILLAGES...

Le vrai responsable du chaos et de la violence, c'est le capitalisme !

Le Président de la République Emmanuel Macron est sorti de son silence en s'adressant aux Français, le 10 décembre à 20h, sur toutes les chaînes de télévision : "Françaises, français, nous voilà ensemble au rendez-vous de notre pays et de l'avenir. Les événements de ces dernières semaines (...) ont mêlé des revendications légitimes et un déchaînement de violences inadmissibles. (...) Ces violences ne bénéficieront d'aucune indulgence. Aucune colère ne justifie qu'on s'attaque à un policier, à un gendarme, qu'on dégrade un commerce ou des bâtiments publics. (...) Quand la violence se déchaîne, la liberté cesse. C'est donc désormais le calme et l'ordre républicain qui doivent régner. Nous y mettrons tous les moyens. (...) J'ai donné en ce sens au gouvernement les instructions les plus rigoureuses.

Mais, au début de tout cela, je n'oublie pas qu'il y a une colère, une indignation. Et cette indignation, beaucoup d'entre nous, beaucoup de français peuvent la partager (...) Mais cette colère est plus profonde, je la ressens comme juste à bien des égards, et elle peut être notre chance (...) Ce sont quarante années de malaise qui resurgissent.

Sans doute n'avons-nous pas su, depuis un an et demi, y apporter une réponse rapide et forte. Je prends ma part de responsabilité. Je sais qu'il m'est arrivé de blesser certains d'entre vous par mes propos. (...) Nous ne reviendrons pas le cours normal de nos vies, comme trop souvent par le passé lors des crises. Nous sommes à un moment historique de notre pays. Je veux aussi que nous mettions d'accord la nation avec elle-même sur ce qu'est son identité profonde. Que nous abordions la question de l'immigration".

Aucun "maintien de l'ordre républicain" ne justifie, en effet, que des policiers tirent avec des balles de flashball sur des adolescents (sans casque ni bouclier) mineurs, scolarisés, et dont les traumatismes sont autrement plus profonds que ceux des policiers agressés, le samedi 1^{er} décembre, devant la tombe du Soldat inconnu. Aucun "maintien de l'ordre républicain" ne justifie que des policiers bombardent de grenades lacrymogènes des manifestants marchant paisiblement sur l'avenue des Champs-Élysées, des manifestants parmi lesquels il y avait des personnes âgées (dont beaucoup de femmes). Aucun "maintien de l'ordre républicain" ne justifie que des adolescents soient estropiés, la main arrachée par l'explosion d'une grenade offensive (une arme non utilisée dans les autres pays d'Europe).

Quand la violence policière se déchaîne contre des adolescents, cela ne peut que provoquer des émeutes urbaines (comme en 2005), cela ne peut qu'aggraver le chaos social. La violence ne peut engendrer que la violence ! Tirer sur des adolescents est un

crime. Si les fonctionnaires du maintien de "l'ordre républicain" tuent les enfants (comme cela a failli arriver avec ce lycéen grièvement blessé dans une commune du Loiret), cela signifie que cet ordre républicain n'a aucun avenir à offrir à l'humanité ! Ces violences policières infanticides sont ignobles et révoltantes ! Ce n'est certainement pas avec l'intimidation et les menaces que le "calme" et la "paix sociale" vont revenir.

Le discours du Président de la République ne s'adresse qu'aux "Françaises et aux Français" alors que beaucoup de travailleurs et travailleuses qui paient leurs impôts ne sont pas "Françaises ou Français". Nos ancêtres n'étaient pas des "Gaulois" mais des Africains (n'en déplaise à la Gauloise Madame Le Pen!) : l'Afrique est le berceau de l'espèce humaine, comme le savent les scientifiques, anthropologues et primatologues. Il n'y a que les Églises qui affirment encore que Dieu a créé l'homme. Comme le disait le philosophe Spinoza : "L'ignorance n'est pas un argument".

Macron décrète "l'état d'urgence économique et social"

Tous les indicateurs économiques sont de nouveau dans le rouge. Dix ans après la crise financière de 2008 qui a davantage aggravé la dette souveraine des États, les menaces d'une nouvelle crise financière se profilent à nouveau avec le risque d'un nouveau krach boursier. Mais voilà que le "peuple" se révolte ! Car, c'est au "peuple" que tous les gouvernements ont fait payer la crise de 2008 avec des plans d'austérité dans tous les pays. On a exigé des prolétaires d'accepter des sacrifices supplémentaires pour sortir "tous ensemble" de la crise (depuis 2008, la perte moyenne du pouvoir d'achat des travailleurs est de 440 euros par ménage). L'État devait nous "protéger" du risque de faillites en chaîne des banques où le "peuple" a placé ses petites économies pour pouvoir assurer ses vieux jours. Ces sacrifices, notamment sur le pouvoir d'achat des ménages, devaient permettre un retour de la croissance et protéger les emplois.

Après dix ans de sacrifices pour sauver les banques de la faillite et éponger le déficit budgétaire de l'État national, il est normal que le "peuple" ne puisse plus joindre les deux bouts et soit indigné de voir les "riches" vivre dans le luxe alors que les "pauvres" n'ont plus assez de sous pour remplir le frigidaire ou acheter des jouets pour leurs enfants à Noël.

Le Président a donc tout-à-fait raison de décréter l'"État d'urgence économique et social". Il a absolument besoin de nouveaux "pompiers sociaux" pour éteindre l'"incendie" de la lutte de classe, les grandes centrales syndicales ayant soigneusement fait leur sale travail pour saboter les luttes revendicatives des travailleurs

salariés afin d'aider le gouvernement et le patronat à faire passer leurs attaques contre nos conditions de vie. Les "riches", ce sont ceux qui exploitent la force de travail des "pauvres" pour faire du profit, de la plus-value, et maintenir leurs privilèges. C'est ce que Karl Marx avait clairement expliqué en 1848 dans le "Manifeste du Parti communiste".⁽¹⁾

Pour sortir de la crise du pouvoir exécutif et ouvrir le "dialogue", "notre" Président a annoncé les mesures suivantes : augmentation du SMIC de 100 euros par mois, annulation de l'augmentation de la CSG pour les retraités qui touchent moins de 2000 euros par mois, défiscalisation des heures supplémentaires. Il a aussi demandé aux patrons qui le peuvent,

1) Ouvrage dans lequel se trouve un chapitre intitulé : "Bourgeois et Prolétaires".

de verser des primes de fin d'année à leurs salariés (prime qui sera aussi défiscalisée). "Notre Président de la République En Marche" a donc fait "un pas en avant". La leçon à tirer serait donc que seules les méthodes de lutte "modernes" (et pas "ringardes") des citoyens en "gilet jaune" payent et peuvent faire "reculer" le gouvernement !

Pour notre part, nous restons des "ringards", convaincus que les boules de pétanque et autres projectiles pour riposter aux bombardements intensifs de grenades lacrymogènes, sont totalement inefficaces et ne peuvent que contribuer à l'escalade de la violence, au chaos social et au renforcement de l'État policier. La lutte de classe du prolétariat n'est pas une fronde. Les principales armes du prolétariat demeurent son organisation et

sa conscience. Car "lorsque la théorie s'empare des masses, elle devient une force matérielle", disait encore Karl Marx. Contrairement au mouvement des "gilets jaunes", notre référence "Gauloise" n'est pas la Révolution Française de 1789 (avec sa guillotine, son drapeau tricolore et son hymne national "ringard"), mais la Commune de Paris.

Le chaos social en France et la crise du pouvoir exécutif

Depuis le "samedi noir" du 1^{er} décembre, les médias nous ont fait vivre en direct, sur tous les écrans de télévision et les réseaux sociaux, un véritable feuilleton à suspense : le "Président des riches", Emmanuel Macron, va-t-il finir par "reculer" sous la pression du mouvement des "gilets (suite page 2)

MOUVEMENT DES "GILETS JAUNES"

Une révolte populaire sans perspective

La révolte populaire des "gilets jaunes" n'appartient pas au combat de la classe ouvrière. Au contraire, ce mouvement interclassiste, n'a pu surgir et occuper tout le terrain social, pendant plusieurs semaines, que sur le vide laissé par les difficultés du prolétariat à engager massivement la lutte, sur son propre terrain de classe, avec ses propres méthodes de lutte, face aux attaques économiques du gouvernement et du patronat.

Dans la révolte des "gilets jaunes", se sont mobilisés, derrière les mots d'ordre dont se revendiquent aussi des petits patrons et des artisans, les secteurs les plus périphériques et inexpérimentés de la classe ouvrière, vivant dans les zones rurales et périurbaines. Le fait que de nombreux travailleurs salariés parmi les plus pauvres se soient embarqués dans ce mouvement interclassiste, initié sur les réseaux sociaux, les a rendus particulièrement vulnérables aux idéologies les plus réactionnaires et anti-prolétariennes : le nationalisme patriotard, le populisme de l'extrême droite (avec son programme politique "franchouillard" et anti-immigrés), et finalement la revendication du Referendum d'Initiative Citoyenne (RIC). Ce n'est pas un pur hasard si le parti du *Rassemblement National* de Marine Le Pen (de même que toute la droite) a soutenu les "gilets jaunes" depuis le début !

Le prolétariat n'a rien à gagner à se rallier à ce mouvement de "citoyens français", défendant le drapeau tricolore et chantant *La Marseillaise*. Il ne peut que perdre encore plus son identité de classe révolutionnaire en se mobilisant à la remorque des couches sociales sans devenir historique, telle la petite bourgeoisie paupérisée et "révoltée" par l'augmentation des taxes sur le carburant et la baisse de son pouvoir d'achat (petits patrons, artisans, agriculteurs, etc.).

Ce mouvement des "gilets jaunes" n'est, au mieux, rien de plus que la manifestation la plus visible et spectaculaire de l'énorme colère qui gronde au sein de la population et particulièrement dans toute la classe exploitée face à la "vie chère" et aux mesures d'austérité du gouvernement Macron. Il n'est, au mieux, rien d'autre qu'un signe annonciateur des futurs combats de classe du prolétariat.

La révolte populaire des "gilets jaunes", du fait qu'elle véhicule en son sein les stigmates nauséabonds de la décomposition de la société capitaliste (les préjugés xénophobes, la peur de l'invasion des migrants qui

viennent "manger le pain des Français" et "profiter de nos impôts"...), constitue un appel à la responsabilité du prolétariat face à la gravité des enjeux de la situation historique actuelle.

Si la classe exploitée ne parvient pas à surmonter ses difficultés à s'affirmer sur la scène sociale, avec ses propres mots d'ordre (y compris la solidarité avec les immigrés), avec ses propres méthodes de lutte (notamment les Assemblées générales massives et souveraines), si elle ne parvient pas à desserrer l'étau des manœuvres de sabotage syndical, la société ne pourra que s'enfoncer dans le chaos, continuer à pourrir sur pied, avec une misère sans fond et une répression implacable pour les exploités.

C'est seulement lorsque la classe des prolétaires se reconnaît, dans la lutte, comme classe distincte et indépendante, qu'elle pourra intégrer dans son combat contre le capitalisme les autres couches sociales non exploiteuses. Ce phénomène d'"inclusion" ne peut se développer que si le prolétariat, en prenant la tête d'un vaste mouvement contre l'exploitation et la misère, est capable d'exclure et de rejeter, sans concession, toute idéologie et toute méthode de lutte qui tournent le dos à ses principes, hérités du mouvement ouvrier.

Le rejet du nationalisme et l'affirmation de l'internationalisme sont la pierre angulaire qui doit ouvrir la voie à la politisation des luttes futures du prolétariat.

Le mouvement interclassiste, nationaliste et réformiste des "citoyens" en "gilets jaunes" est une impasse ; il ne peut ouvrir aucune perspective pour la société. Seule la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat est porteuse d'avenir pour l'humanité. Le but ultime de la lutte de la classe exploitée n'est ni une répartition "plus juste" des richesses, ni une amélioration de la démocratie bourgeoise, mais l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme et de la dictature du capital dans tous les pays du monde.

Contre toutes les formes de nationalisme, contre la xénophobie et la mentalité de "bougnot maître chez soi",

VIVE LA LUTTE DE CLASSE
INTERNATIONALISTE DU PROLETARIAT !

Violences policières, émeute



Une révolte populaire, nationaliste et patriotarde

jaunes”? Va-t-il céder face à la détermination des “gilets jaunes” qui campent sur les ronds-points et ont suivi les mots d’ordre d’Eric Drouet, figure de proue et initiateur du mouvement ?

La marche des “gilets jaunes” sur les Champs-Élysées, le samedi 1^{er} décembre s’était transformée en véritable guérilla urbaine tournant à l’émeute avec des scènes de violence hallucinantes sous l’Arc de triomphe comme dans les avenues Kléber et Foch du 16^e arrondissement. Deux semaines plus tôt, le 17 novembre, les “forces de l’ordre” n’avaient déjà pas hésité à envoyer des gaz lacrymogènes et à foncer sur des groupes de “citoyens”, hommes et femmes en gilets jaunes, marchant tranquillement sur les Champs-Élysées en chantant *La Marseillaise* et en brandissant le drapeau tricolore. Ces provocations policières ne pouvaient qu’attiser la colère des citoyens en “gilet jaune” contre le citoyen en costard cravate du Palais de l’Élysée. L’appel à l’“Acte III” des “gilets jaunes” a ainsi provoqué une émulation parmi les éléments déclassés du “peuple” français. Les bandes organisées de casseurs professionnels, black blocs, nerfs d’extrême-droite, “anars” et autres mystérieux “casseurs” non identifiés ont profité de l’occasion pour venir semer la pagaille sur la “plus belle avenue du monde”.

Mais ce qui a mis le feu aux poudres, c’est une erreur de “stratégie” du Ministère de l’Intérieur dans le maintien de l’ordre : la mise en place d’une “fan zone” sur une partie des Champs-Élysées, pour sécuriser les beaux quartiers. Au lendemain du “samedi noir”, le ministre de l’Intérieur, Christophe Castaner a reconnu son erreur : “On s’est planté !”. Autre erreur reconnue également : le manque de mobilité des CRS et des gendarmes, complètement dépassés par la situation (malgré leurs canons à eau et les tirs incessants de grenades lacrymogènes), terrorisés par le passage à tabac de l’un d’entre eux et par les jets de projectiles qui les ont assaillis. Les médias n’ont cessé pendant toute la semaine de passer en boucle sur les écrans de télévision cette scène ubuesque de CRS obligés de battre en retraite face à des groupes de “gilets jaunes” autour de l’Arc de Triomphe. Les propos enregistrés et très peu diffusés par les médias : “Samedi prochain, on revient avec des armes !”, de même que la colère des commerçants et habitants des beaux quartiers contre l’incurie des forces de l’ordre ont été clairement entendus par le gouvernement et l’ensemble de la classe politique. Le danger d’enlèvement de la République française dans le chaos social a encore été renforcé par la volonté d’une partie de la population des 16^e et 8^e arrondissements de se défendre elle-même si la police n’était pas capable de la protéger de l’engrenage de la violence lors de la quatrième “manifestation” des “gilets jaunes” prévue le samedi 8 décembre (l’Acte IV avec le mot d’ordre puéril : “Tous à l’Élysée !”).

L’événement le plus spectaculaire de la crise du pouvoir exécutif est la perte de crédibilité de l’“État protecteur” et de son appareil de “maintien de l’ordre”. Cette faille du pouvoir macronien (et la sous-estimation de la profondeur du mécontentement qui gronde dans les entrailles de la société) ne pouvait que donner des ailes non seulement aux “gilets jaunes” “radicaux”, mais aussi à tous ceux qui veulent “casser du flic”, mettre le feu partout face à l’absence d’avenir, notamment parmi les jeunes générations confrontées au chômage et à la précarité. Beaucoup de jeunes sortant

des universités avec des diplômes ne trouvent pas d’emplois et sont obligés de faire des “jobs alimentaires” pour survivre.

Face au risque de perte de contrôle de la situation et de débandade du gouvernement, le Président Macron, après être venu constater les dégâts (y compris sur le plan du “moral des troupes” des CRS choqués par la guérilla urbaine à laquelle ils n’étaient pas préparés) a pris la décision de s’enfermer dans son bunker élyséen pour “réfléchir” en mouillant toute la classe politique et en envoyant “au front” son Premier ministre, Edouard Philippe, épaulé par le ministre de l’Intérieur, Christophe Castaner.

En plus de la morgue affichée par le plus jeune Président de la République française, celui-ci est apparu comme un lâche qui se “planque” derrière son Premier ministre et se trouve incapable de sortir de l’ombre pour “parler à son peuple”. Les médias ont même répandu la rumeur qu’Emmanuel Macron allait utiliser Edouard Philippe, voire le Ministre de l’Intérieur comme “fusibles”, c’est-à-dire leur faire porter le chapeau pour ses propres fautes.

Dans toute la classe politique, après le “samedi noir”, c’était la curée contre son bouc émissaire, Jupiter Macron, désigné comme seul et unique responsable du chaos social. Le “Président pyromane” aurait allumé le brasier avec son “péché originel” : la suppression de l’impôt sur la fortune et son attitude arrogante et provocatrice. L’annonce des dernières mesures d’austérité (augmentation des taxes sur le carburant, du gaz et de l’électricité) n’aurait été que l’étincelle qui a mis le feu aux poudres. De l’extrême droite à l’extrême gauche, toutes les cliques bourgeoises ont crié à hue et à dia et ont cherché à se dédouaner. Toutes les cliques de l’appareil politique bourgeois qui ont “soutenu” le mouvement citoyen des “gilets jaunes” ont lâchement abandonné le petit Président et l’ont appelé à enfin entendre le cri du “peuple” qui n’arrive plus à joindre les deux bouts. Certains ont réclamé un référendum, d’autres la dissolution de l’Assemblée nationale. Tout le monde a appelé le Président à assumer sa responsabilité. Les chefs d’État des autres pays (Trump, Erdogan, Poutine...) ont également commencé à tirer à boulets rouges sur le jeune Président de la République française en lui mettant un bonnet d’âne pour avoir fait preuve de trop grande répression contre son peuple. C’est vraiment l’hôpital qui se moque de la charité, le déchaînement du chacun pour soi et Dieu pour tous !

La boîte de Pandore du gouvernement Macron

Dès le mardi 3 décembre, le Premier ministre avait annoncé trois mesures pour sortir de la crise, “apaiser” la tension sociale et éviter l’escalade de la violence : la suspension pour six mois de la taxe sur les carburants, la suspension pendant trois mois de l’augmentation du prix du gaz et de l’électricité et la réforme du contrôle technique des véhicules qui, au nom de la “transition écologique”, condamnait beaucoup d’entre eux à la casse. Mais ce “scoop” n’a fait qu’aggraver la colère des travailleurs pauvres en gilets jaunes. Personne n’était dupe : “Macron cherche à nous entuber !” “Il nous prend pour des cons !”. Même le PCF a entonné son couplet : “On n’est pas des pigeons à qui on donne des miettes !” On n’était pas un incendie avec un compte-

gouttes (ni avec des canons à eau).

Face au tollé provoqué par cette “annonce”, le Premier ministre Edouard Philippe, est revenu le lendemain, avec un remarquable sang-froid, parler au “peuple” français pour annoncer que, finalement, les hausses des taxes sur les carburants ne seraient pas suspendues mais carrément annulées. Après l’annonce du dernier “pas de côté” du gouvernement de la République en marche (la défiscalisation des primes sur les heures supplémentaires), le “gilet vert” Benoit Hamon a affirmé que “le compte n’y est pas !”. Le gouvernement n’avait pas d’autre alternative que de lâcher du lest pour “apaiser” les esprits et éviter que la guérilla urbaine qui s’est déroulée sur les Champs-Élysées ne s’intensifie encore, alors même que cette violence ne parvenait pas à discrediter le mouvement des “gilets jaunes”.

Depuis le “samedi noir”, le gouvernement a manié le bâton et la carotte. Ces petites concessions diplomatiques ont été accompagnées d’une gigantesque bataille médiatique sur le déploiement “exceptionnel” des forces de l’ordre pour l’“Acte IV” des “gilets jaunes”, le samedi 8 décembre. Pour ne pas écorner la “démocratie” bourgeoise, le gouvernement n’a pas interdit le rassemblement. Pas question non plus de décréter l’État d’urgence (comme cela avait été envisagé et même réclamé par certains secteurs de l’appareil politique).

Après avoir examiné le “problème” avec tous les hauts fonctionnaires chargés de la sécurité du territoire, notre débonnaire Ministre de l’Intérieur a cherché à rassurer “tout le monde” en annonçant qu’une autre stratégie de maintien de l’ordre public avait été élaborée avec la collaboration du Ministère de la Justice. Les forces de l’ordre ne devaient plus battre en retraite dans la capitale comme sur tout le territoire. L’État d’urgence n’était pas nécessaire : il n’y avait pas de “péril imminent” pour la République.

Ce qui s’est passé dans les beaux quartiers de Paris, notamment les pillages, s’apparente davantage aux émeutes de la faim, comme celles en Argentine en 2001, et aux émeutes des banlieues comme celles de 2005 en France. Le slogan “Macron démission !” est de même nature que le “dégagisme” du Printemps arabe de 2011 qui a circulé sur tous les réseaux sociaux. C’est pour cela qu’on a pu lire aussi sur des pancartes en carton : “Macron dégage !”.

Ce déploiement exceptionnel des forces de l’ordre n’est pas parvenu à rassurer “tout le monde”, à tel point que le ministre de l’Intérieur a dû expliquer patiemment sur les écrans de télévision que les blindés de la gendarmerie ne sont pas des chars d’assaut mais simplement des véhicules destinés à débayer les éventuelles barricades et à protéger les forces de l’ordre dans leur mission. Objectif d’un tel dispositif : éviter les morts tant du côté des manifestants que de celui des forces de l’ordre, même s’il y a eu de nombreux blessés et 1 723 arrestations (sans compter les dégâts matériels).

Le Président a donc beaucoup “réfléchi” avec le soutien de sa garde rapprochée de “spécialistes” et “conseillers” et, en coulisse, avec celui de tous les “corps intermédiaires” et pompiers sociaux professionnels que sont les syndicats. La grève illimitée des routiers appelée par la CGT a été annulée 48 heures plus tard, le ministre des Transports ayant immédiatement accordé aux chauffeurs routiers la garantie du maintien de la rotation des heures supplémentaires avant même qu’il ne se soient mis en grève !

Le Président de la République était devant un “casse-tête” chinois. En étant obligé de lâcher (trop tardivement !) du lest face au “cri du peuple”, il a ouvert une boîte de Pandore : tout le “peuple” risque de se mobiliser, comme on l’a vu aussi avec les manifestations massives des lycéens (sans “gilets jaunes” ni drapeau tricolore) contre la réforme du Bac et la *Parcours Sup*. Mais si Emmanuel Macron continuait à refuser de lâcher du lest,

il prenait le risque d’un raz de marée de “gilets jaunes” réclamant sa démission.

Comment le gouvernement va-t-il maintenant fermer cette boîte de Pandore ? Le gouvernement s’est trouvé face à un autre dilemme qu’il devait résoudre rapidement pour endiguer le danger d’un engrenage de la violence, avec des morts, lors de la manifestation du 8 décembre. Après les attaques des CRS obligés de reculer devant l’Arc de triomphe, la priorité était de montrer que “force doit revenir à la loi” et rétablir la crédibilité de l’État “protecteur” et garant de “l’unité nationale”. Le gouvernement Macron ne pouvait pas prendre le risque de faire apparaître l’État démocratique français comme une vulgaire république bananière du “tiers monde” qui ne tient qu’avec une junte militaire musclée au pouvoir.

Cette focalisation sur le jour “J” et sur le problème de la violence devait permettre au gouvernement de ne pas “reculer” sur une des questions centrales : celle de l’augmentation des salaires. Surtout, le “Président des riches” est resté “droit dans ses bottes” concernant la suppression de l’impôt sur la Fortune vécue comme une injustice profonde. Il est hors de question de “détricoter ce que nous avons fait pendant 18 mois !”, selon ses propres mots relayés par les médias.

Ce qui a permis, à la veille du jour “J”, à Marine Le Pen de faire une nouvelle déclaration pour parler encore de Macron, “cet homme” dont la fonction “désincarnée” montre qu’il est “dénué d’empathie pour le peuple”. Pure hypocrisie ! Aucun chef d’État n’a d’“empathie pour le peuple”. Si Madame Le Pen (qui aspire à être un jour “cheftaine d’État”) a tant d’“empathie pour le peuple”, pourquoi a-t-elle déclaré devant les plateaux télévisés qu’elle n’était pas favorable à l’augmentation du SMIC pour ne pas pénaliser les petits patrons des PME (qui constituent une partie de sa clientèle électorale) ? Tous ces partis bourgeois qui soutiennent les “gilets jaunes” et focalisent toute l’attention sur la personnalité détestable de Macron veulent nous faire croire que le capitalisme est personifié par tel ou tel individu alors que c’est un système économique mondial qu’il faut abattre. Cela ne se fera pas en quelques jours, vu la longueur du chemin qu’il reste encore à parcourir (nous ne croyons pas au mythe du “grand soir”). La démission de Macron et son remplacement par un autre “guignol de l’info” ne changera rien à la misère croissante des prolétaires. La misère ne peut que continuer à s’aggraver avec les secousses d’une crise économique mondiale sans issue.

La petite bourgeoisie se dévoile

Le mouvement interclassiste des “gilets jaunes” ne pouvait que se fractionner, entre les “extrémistes” et les “modérés”. Eric Drouet, initiateur du mouvement sur les réseaux sociaux, a cru pouvoir monter une pièce de théâtre avec ses différents “Actes”. Invité sur les plateaux télévisés, il a clairement affirmé que son appel à l’“Acte IV” du samedi 8 décembre était destiné à entraîner les “gilets jaunes” à se rendre au Palais de l’Élysée pour un face à face avec le “Roi” Macron. Ce petit aventurier mégalomane s’imaginait peut-être que les “gilets jaunes” pourraient faire le poids face à la Garde républicaine qui protège le palais présidentiel. On n’entre pas à l’Élysée comme dans un vieil immeuble où il n’y a ni concierge ni digicode ! Les pendules ayant été remises à l’heure, le “Roi” allait pouvoir donner la fessée au leader des “sans culottes”.

À la veille de la manifestation du 8 décembre, on a appris que ce jeune chauffeur routier allait faire l’objet d’une enquête judiciaire pour “provocation à la commission d’un crime ou d’un délit”, ce qui pourrait lui coûter cinq ans de prison ! Les méthodes aventuristes et activistes d’Eric Drouet (et ses “amis” virtuels) sont typiques de la petite bourgeoisie. Elles révèlent le désespoir des couches sociales “intermédiaires” (situées entre les deux classes fondamentales de la société : la bourgeoisie et le prolétariat) frappées aussi par la paupérisation.

Le gouvernement a également essayé de reprendre le contrôle de la situation grâce à la constitution d’un collectif des “gilets jaunes libres” qui se sont démarqués des “radicaux” raliés derrière le drapeau du “mauvais citoyen” Eric Drouet. Les trois principaux représentants de ce “collectif” de gilets jaunes “modérés” se sont désolidarisés de leurs “camarades” après avoir assisté ou participé au “samedi noir”. Qui sont ces trois nouvelles stars en “gilet jaune” ?

- un artisan forgeron, Christophe Chalçon qui avait appelé à la démission du gouvernement et suggéré de nommer le général De Villiers comme Premier ministre (après avoir annoncé le 28 juin 2015 sur Facebook, qu’il était contre les immigrés et avait songé à adhérer au *Front National*, avant de devenir “macroniste”, puis candidat malheureux aux dernières élections législatives) ! ;

- une femme, Jacline Mouraud, hypnotérapeute libérale et accordeoniste ;

- un cadre dynamique et proche de l’extrême-droite, Benjamin Cauchy.

Ces “gilets jaunes libres” sont devenus plus royalistes que le roi. Alors que le gouvernement n’avait pas interdit la manifestation du 8 décembre à Paris, ce triumvirat autoproclamé a appelé les “gilets jaunes” à ne pas y participer (pour ne pas faire le “jeu de l’Exécutif” !). Ces trois porte-paroles du mouvement ont été reçus (avec quatre autres) par le Premier ministre comme interlocuteurs privilégiés des “gilets jaunes libres”. Ils ont montré leur patte blanche de “bons citoyens”, responsables, ouverts au dialogue et prêts à collaborer avec le gouvernement pour qu’“on puisse se parler”. Comme l’a déclaré Jacline Mouraud après avoir rencontré Edouard Philippe à Matignon : le Premier ministre “nous a écoutés”, a reconnu que le gouvernement a fait des erreurs et “on a pu parler de tout”.

On a pu voir également à la télévision, après le “samedi noir”, des “gilets jaunes” affirmer vouloir maintenant protéger les CRS contre les “casseurs”. C’est le monde à l’envers ! Sur les écrans de télévision, a également été diffusé le spectacle pitoyable d’un groupe de “gilets jaunes” venu offrir des croissants au poste de police de Fréjus et à la gendarmerie pour faire “ami-ami” avec les forces de l’ordre. Le gendarme qui les a accueillis a été interloqué d’entendre ces “gilets jaunes”, penauds et repentis, s’excuser pour les violences du “samedi noir” : “on aurait bien voulu que vous soyez avec nous, mais comme ce n’est pas possible, on a voulu vous dire (avec des croissants) qu’on est avec vous et qu’on se bat aussi pour vous”. Que dans un mouvement social, les manifestants essaient de démoraliser les forces de répression, voire de les appeler à changer de camp, c’est de bonne guerre, comme le confinement de nombreux exemples dans l’Histoire. Mais jamais on a vu les réprimés s’excuser auprès des répresseurs ! La police s’est-elle déjà excusée pour les multiples bavures qu’elle a commises, comme celle qui a grièvement blessé d’une balle de flashball un jeune lycéen dans le Loiret, sans parler de la mort de deux enfants à l’origine des émeutes des banlieues à l’automne 2005 ?

Ce sont ces bavures policières qui ont attisé la haine du flic et l’envie des adolescents de venir “casser la gueule aux keufs”, en mettant le feu non seulement aux poubelles mais aussi aux établissements scolaires. Ces émeutes du désespoir contiennent l’idée que “ça ne sert à rien d’aller à l’école” pour pouvoir avoir un métier puisque papa est au chômage et que maman est obligée de faire des ménages pour pouvoir faire bouillir la marmite et mettre un peu de beurre dans les épinards. Un marché parallèle continue à se développer dans certains quartiers populaires de Paris avec les petits trafics en tous genres, les vols, et maintenant les pillages de magasins ! Sans compter ces enfants migrants qui vivent à la rue dans le ghetto de la “Goutte d’Or” (sic !) du 18^e arrondissement de Paris, sans famille, sans pouvoir être scolarisés et qui sont de vrais “délinquants” (mais

s, guérilla urbaine, pillages...



Les "gilets jaunes" ont repris le slogan mystificateur de la gauche "radicale" de l'appareil politique bourgeois : "De l'argent, il y en a dans la poche du patronat !"

ce n'est pas "génétique" comme se l'imaginait l'ex-Président Nicolas Sarkozy).

Alors que certains secteurs de la petite bourgeoisie paupérisée plongent dans les actes de violence, d'autres ont maintenant le doigt sur la couture du pantalon. En fin de compte, dans les circonstances actuelles, cette couche sociale intermédiaire instable et opportuniste ne bascule pas du côté du prolétariat, comme elle a pu le faire à d'autres moments de l'Histoire, mais du côté de la grande bourgeoisie.

C'est justement parce que le mouvement des "gilets jaunes" est interclassiste qu'il a été infiltré non seulement par le poison idéologique du nationalisme patriotard mais aussi par les relents nauséabonds de l'idéologie populiste anti-immigrés. On peut en effet, trouver au milieu de la liste (à la Prévert!) des "42 revendications" des "gilets jaunes" celle de la reconduction aux frontières des immigrés clandestins! C'est d'ailleurs pour ça que "notre" Président s'est permis dans son discours du 10 décembre de faire une petite gâterie aux "gilets jaunes" membres ou sympathisants du *Rassemblement national* (ex-FN) de Marine Le Pen en évoquant la question de l'immigration (alors que ce parti a gagné 4% dans les sondages depuis le début du mouvement).

Cette "révolte populaire" de tous ces "pauvres" de la "France qui travaille" et n'arrivent plus à "joindre les deux bouts" n'est pas, comme tel, un mouvement prolétarien, malgré sa composition "sociologique". La grande majorité des "gilets jaunes" sont effectivement des travailleurs salariés, exploités, précaires dont certains ne touchent même pas le SMIC (sans compter les retraités qui n'ont pas même droit au "minimum vieillesse"). Vivant dans les zones péri-urbaines ou rurales, sans aucun transport en commun pour se rendre à leur travail ou accompagner leurs enfants à l'école, ces travailleurs pauvres sont obligés d'avoir une voiture. Ils ont donc été les premiers frappés par la hausse des taxes sur le carburant et la réforme du contrôle technique de leurs véhicules.

Ces secteurs minoritaires et dispersés du prolétariat des zones rurales et périphériques n'ont aucune expérience de la lutte de classe. La grande majorité d'entre eux sont, pour la plupart, des "primo manifestants" n'ayant jamais eu l'occasion de participer ni à des grèves ni à des assemblées générales ni à des manifestations de rue. C'est pour cela que leur première expérience de manifestations dans les grandes concentrations urbaines, et notamment à Paris, a pris la forme d'un mouvement de foule, désorganisé, errant à l'aveuglette sans aucune boussole et découvrant pour la première fois *in vivo* les forces de l'ordre avec leurs grenades lacrymogènes, canons à eau, tirs de flash-ball ainsi que les blindés de la gendarmerie. Ont-ils vu aussi ce sniper armé d'un fusil à lunette et posté sur le toit d'un immeuble, le jour du "samedi noir"? (image diffusée par l'agence Reuters)

L'explosion de colère parfaitement légitime des "gilets jaunes" contre la misère de leurs conditions d'existence a été noyée dans un conglomérat interclassiste d'individus-citoyens prétendument libres. Leur rejet des "élites" et de la politique "en général" les rend particulièrement vulnérables à l'infiltration des idéologies les plus réactionnaires, notamment celle de l'extrême droite xénophobe. L'histoire

du XX^e siècle a largement démontré que ce sont les couches sociales "intermédiaires" (entre la bourgeoisie et le prolétariat), notamment la petite-bourgeoisie, qui ont fait le lit des régimes fasciste et nazi (avec l'appui des bandes du *lumpen*, haineuses et revanchardes, aveuglées par des préjugés et des superstitions qui remontent à la nuit des temps).

C'est uniquement dans les situations de luttes massives et pré-révolutionnaires, où le prolétariat s'affirme ouvertement sur la scène sociale comme classe autonome, indépendante, avec ses propres méthodes de lutte et d'organisation, sa propre culture et morale de classe, que la petite-bourgeoisie (et même certains éléments éclairés de la bourgeoisie) peut abandonner son culte de l'individualisme et "citoyen", perdre son caractère réactionnaire en se ralliant derrière la perspective du prolétariat, seule classe de la société capable d'offrir un avenir à l'espèce humaine.

Le mouvement des "gilets jaunes", de par sa nature interclassiste, ne peut déboucher sur aucune perspective. Il ne pouvait que prendre la forme d'une fronde désespérée dans les rues de la capitale avant de se fracturer en différentes tendances, celles des radicaux, "amis" d'Eric Drouot, et celle des modérés du "Collectif des gilets jaunes libres". En endossant le gilet jaune, les prolétaires pauvres qui se sont engagés à la remorque des mots d'ordre de la petite-bourgeoisie se trouvent maintenant comme les dindons de la farce (ou les cocus de l'histoire, dont le jaune est aussi la couleur). Ils ne voulaient pas de représentants qui négocient dans leur dos avec le gouvernement (comme l'ont toujours fait les syndicats) : le gouvernement a refusé tout enregistrement des discussions avec les "porteparoles" des "gilets jaunes".

Maintenant, ils ont des représentants (qu'ils n'ont pas élus) : notamment le "Collectif des gilets jaunes libres". Ce mouvement informel, inorganisé, initié par les réseaux sociaux, a commencé à se structurer après le 1^{er} décembre. Les principaux représentants autoproclamés de ce mouvement prétendent apolitique ont envisagé de présenter une liste aux élections européennes. Voilà donc la petite-bourgeoisie en "gilet jaune" qui rêve de pouvoir jouer dans la cour des grands!

Avant même que l'"ordre public" ne soit revenu, était mise en avant (par Emmanuel Macron lui-même), l'idée d'organiser des conférences "pédagogiques" en province sur la "transition écologique". Les citoyens des "territoires" pourront apporter leurs idées dans ce vaste débat démocratique qui doit contribuer à remettre la République en marche, après une période de "blocage" du pouvoir exécutif. Ce mouvement citoyen soi-disant apolitique est truffé de syndicalistes, de membres d'organisations politiques et toutes sortes d'individus pas très nets. N'importe qui peut mettre le gilet jaune (y compris des casseurs). La majorité des citoyens en "gilet jaune" constitue la clientèle électorale de Jean-Luc Mélenchon et de Marine Le Pen. Sans compter les trotskistes, notamment le NPA d'Olivier Besancenot et *Lutte ouvrière*. Ces organisations trotskistes nous racontent toujours la même fable : "il faut prendre l'argent dans la poche des riches". Le prolétariat n'est pas une classe de pickpockets! L'argent qui se trouve dans "la poche des riches", c'est le fruit de l'exploitation du travail des "pauvres", c'est-à-dire des prolétaires.

Il ne s'agit pas "de faire les poches" des riches, mais de lutter aujourd'hui pour limiter ce véritable vol que signifie l'exploitation capitaliste et, ce faisant, de ramasser les forces pour abolir l'exploitation de l'homme par l'homme.

Lors de la *Marche pour le climat* à Paris, le 8 décembre, de nombreux "gilets jaunes" se sont mêlés au cortège des "gilets verts" avec une prise de conscience, surtout parmi les jeunes manifestants, que "les fins de mois et la fin du monde", "tout ça, c'est lié". Dans la marche des "gilets jaunes", certains ont décidé de mettre le feu à leur gilet et à leur carte d'électeur. Il est vrai que les fins de mois difficiles et la fin du monde sont liés, ce sont les deux faces d'une même réalité, celle d'un système qui est basé sur le profit d'une petite minorité et nullement sur les besoins de l'espèce humaine.

Après le "samedi noir", un syndicat de la police nationale a évoqué une "grève illimitée" des fonctionnaires de la police qui veulent aussi endosser l'uniforme jaune! Ils n'arrivent plus à joindre les deux bouts et en ont marre des "cadences infernales", du *burn-out* dû au stress et à la peur de se prendre une boule de pétanque sur la tête. Il fallait donc que le gouvernement débloque des fonds pour offrir une prime de Noël aux CRS et autres catégories professionnelles chargées du maintien de l'ordre. Le gouvernement va devoir créer de nouveaux emplois dans ce secteur totalement improductif, et donc creuser encore les déficits, pour tenter de maintenir l'ordre dans une société en pleine décomposition où les fractures sociales ne peuvent que s'aggraver avec la détérioration des conditions d'existence et le renforcement de la répression. Tout le monde sait que les flics Gaulois ne font pas dans la dentelle : ils cognent d'abord et ils "discutent" après!

Quelle perspective pour le prolétariat?

Ce qui a inquiété le gouvernement et toute la classe bourgeoise, c'est le fait que, malgré le déchaînement de violence des casseurs en gilets jaunes lors du "samedi noir", la cote de popularité de leur mouvement n'a pas faibli : après le 1^{er} décembre, les sondages ont annoncé que 72% de la population française continuait à soutenir les "gilets jaunes" (même si 80% condamnent les violences et que 34% les comprennent). Les "gilets jaunes" sont même devenus une star mondiale : en Belgique, en Allemagne, au Pays-Bas, en Bulgarie et même en Irak, à Bassorah, on a enfilé le gilet jaune! Quant au gouvernement égyptien, il a décidé de restreindre la vente de gilets jaunes par peur de la "contamination"; pour en acheter un, il faut l'autorisation de la police!

Une telle popularité s'explique essentiellement par le fait que toute la classe ouvrière, qui constitue la majorité du "peuple", partage la colère, l'indignation et les revendications économiques des "gilets jaunes" contre la vie chère, contre l'injustice sociale et fiscale. Après avoir fait ses classes avec l'ex-Président de gauche, François Hollande, notre Président de la République a exposé avec sa langue de bois une théorie totalement incompréhensible pour le "peuple" : la théorie du "ruissellement". D'après cette "théorie", plus les "riches" ont de l'argent, plus ils peuvent le faire "ruisseler" vers les "pauvres". C'est l'argument des dames patronnesses qui font bénéficier les miséreux de leur générosité en puisant un tout petit peu sur leur magot. Ce qu'on oublie de dire, c'est que la richesse des nantis ne tombe pas du ciel. Elle provient de l'exploitation des prolétaires.

Cette théorie macroniste s'est concrétisée par la suppression de l'ISF : ce cadeau fiscal permettrait aux "riches" (en fait à la grande bourgeoisie), d'utiliser l'argent qui leur a été restitué pour qu'ils fassent des investissements qui, finalement, créeront des emplois, résorberont le chômage et, donc, profiteront aux prolétaires. Ainsi, ce serait dans l'intérêt de la classe ouvrière que l'ISF aurait été supprimé! Les "pauvres" en gilet jaune ont parfaitement compris, en dépit de leur "illettrisme" de "gaulois

réfractaires", que le macronisme cherche à les "entuber" (comme l'a dit une retraitée en gilet jaune interviewée à la télévision). En attendant que la suppression de l'ISF profite aux prolétaires, il faut encore leur demander de se serrer la ceinture pendant que la classe capitaliste continue à se vautrer dans le luxe. Il n'est pas surprenant qu'on ait pu lire, sur une pancarte en carton, dans la manifestation du 8 décembre : "Nous aussi on veut payer l'ISF! Rends l'argent!"

Malgré la colère générale de tout le "peuple" de la "France qui travaille", les prolétaires, dans leur grande majorité, ne veulent pas rejoindre les "gilets jaunes" même s'ils peuvent avoir de la sympathie pour leur mobilisation. Ils ne se reconnaissent pas dans les méthodes de lutte d'un mouvement soutenu par Marine Le Pen et par toute la droite. Ils ne se reconnaissent pas dans les violences aveugles des black blocks, les menaces de mort, la mentalité pogromiste, les agressions verbales xénophobes et homophobes de certains "gilets jaunes".

La popularité de ce mouvement, y compris après les violences du "samedi noir", est significative de l'immense colère qui gronde dans les entrailles de la société. Mais, pour le moment, la grande majorité des prolétaires (ouvriers de l'industrie, des transports ou de la grande distribution, travailleurs de la santé ou de l'enseignement, petits fonctionnaires des administrations ou des services sociaux...) sont encore paralysés par la difficulté à retrouver leur identité de classe, c'est-à-dire la conscience qu'ils appartiennent à une même classe sociale subissant la même exploitation. La grande majorité en a assez des "journées d'action" stériles, des manifestations balades appelées par les syndicats et autres grèves "perlées", comme celle des cheminots au printemps dernier. Tant que le prolétariat n'aura pas retrouvé le chemin de sa lutte et affirmé son indépendance de classe autonome, développé sa conscience, la société ne peut que continuer à s'enliser dans le chaos. Elle ne peut que continuer à pourrir dans le déchaînement bestial de la violence.

Le mouvement interclassiste des "gilets jaunes" a révélé au grand jour un danger qui guette aussi le prolétariat en France comme dans d'autres pays : la montée du populisme de l'extrême-droite. Ce mouvement des "gilets jaunes" ne peut que favoriser une nouvelle poussée électorale, notamment aux prochaines élections européennes, du parti de Marine Le Pen, principale et première supportrice du mouvement. Cette avocate plaide la cause d'un "protectionnisme hexagonal" : il faut fermer les frontières aux marchands étrangers et surtout aux "étrangers" à la peau sombre qui fuient la misère absolue et la barbarie guerrière dans leurs pays d'origine. Le parti de Marine Le Pen avait déjà annoncé que pour augmenter le pouvoir d'achat des français le gouvernement doit faire des "économies" sur l'immigration. Le parti du *Rassemblement national* va pouvoir trouver un autre argument pour refouler les migrants : notre "peuple" qui n'arrive pas à joindre les deux bouts "ne peut pas héberger toute la misère du monde" (comme l'avait dit le Premier ministre socialiste Michel Rocard, le 3 décembre 1989, à l'Émission "7 sur 7" animée par Anne Sinclair)!

Les agressions verbales xénophobes, la délation aux forces de police de migrants clandestins cachés dans un camion-citerne (car c'est

encore avec nos impôts qu'on va payer pour ces "enculés", dit un "gilet jaune"!), la revendication de certains "gilets jaunes" de reconduire les migrants clandestins hors de "nos" frontières, ne doivent pas être banalisées! L'empathie que tout le monde ressent pour ce mouvement social ne doit pas aveugler le prolétariat et ses éléments les plus lucides.

Pour pouvoir retrouver son identité de classe, et le chemin de sa propre perspective révolutionnaire, le prolétariat en France comme partout ailleurs ne doit pas fouler au pied (ou enfouir sous le drapeau tricolore) le vieux mot d'ordre "ringard" du mouvement ouvrier : "Les prolétaires n'ont pas de patrie. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!"

Dans l'atmosphère de violence et d'hystérie nationaliste qui a pollué le climat social en France, une petite lueur a pu néanmoins surgir après le "samedi noir". Cette petite lueur, ce sont les étudiants pauvres, obligés de faire des petits boulots, qui l'ont allumée en mettant en avant, dans leurs mobilisations et assemblées générales, la revendication du retrait de l'augmentation des frais d'inscription pour leurs camarades étrangers n'appartenant pas à la communauté européenne. A la faculté de Paris Tolbiac on a pu lire sur une pancarte : "Solidarité avec les étrangers!". Ce slogan, à contre-courant du raz de marée nationaliste des "gilets jaunes" montre au prolétariat la voie de l'avenir.

C'est grâce à leur "boîte à idées" que les étudiants en lutte contre le *Contrat première embauche* du gouvernement de Dominique de Villepin, ont pu, en 2006 retrouver spontanément les méthodes du prolétariat. Ils se sont organisés pour ne pas être agressés par les petits "casseurs" des banlieues. Ils ont refusé de se laisser happer dans l'engrenage de la violence qui ne peut que renforcer l'ordre de la Terreur.

Face au danger du chaos social en plein cœur de l'Europe, aujourd'hui plus que jamais, l'avenir appartient à la lutte de classe des jeunes générations de prolétaires. C'est à ces nouvelles générations qu'il reviendra de reprendre le flambeau de la lutte historique de la classe exploitée, celle qui produit toutes les richesses de la société. Non seulement les richesses matérielles, mais aussi les richesses culturelles. Comme le disait Rosa Luxemburg, la lutte du prolétariat n'est pas seulement une question "de couteaux et de fourchettes" pour remplir les estomacs.

Les prolétaires en France ne sont plus des "sans culottes". Ils doivent continuer à donner l'exemple à tous leurs frères et sœurs de classe des autres pays, comme leurs ancêtres l'avaient fait pendant les Journées de Juin 1848, pendant la Commune de Paris de 1871, ainsi qu'en Mai 1968. C'est le seul moyen de retrouver leur dignité, de continuer à marcher debout pour regarder loin, et non pas à quatre pattes comme les bêtes fauves qui veulent nous imposer la loi de la jungle.

Face au danger du chaos social provoqué par l'"union sacrée" de tous les exploités et casseurs :

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

Marianne, 10 décembre 2018



À Mantes-la-Jolie, 148 jeunes âgés de 12 à 20 ans ont été alignés à genoux, gardés par des policiers comme de véritables prisonniers de guerre.

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

La lutte de classe paralysée par le sabotage syndical

Parmi les "gilets jaunes", les syndicats n'ont pas la cote. Malgré les innombrables et souvent vaines tentatives de la CGT ou de *Solidaire* pour "soutenir" le mouvement, l'hostilité envers ces derniers ne s'est jamais démentie. Mais loin d'assister à une riposte de la classe ouvrière contre le sabotage systématique des luttes, le profond mécontentement des citoyens en "gilet jaune" envers les syndicats s'est entièrement confondu avec l'idéologie réactionnaire de ceux qui ont lancé le mouvement : petits patrons, commerçants, artisans et toutes les couches intermédiaires appauvries et aveuglées par leur haine revancharde de l'"assistanat" et des syndicats qui défendraient, selon eux, les prétendus privilèges des salariés du privé et, pire encore, des fonctionnaires qui bénéficieraient d'un statut ou de contrat "protecteur" et ne prendraient aucun "risque" pour gagner leur vie. Il n'y a donc rien d'étonnant à voir la droite et l'extrême droite soutenir depuis le début ce mouvement "antisyndical".

Contrairement à ce que pensent les petits patrons en gilets jaunes, les syndicats ne sont pas les ennemis de la propriété privée et de l'exploitation. Au contraire, depuis la Première Guerre mondiale et avec l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, les syndicats sont devenus de véritables chiens de garde de l'État bourgeois, des organes destinés à encadrer la combativité ouvrière, à diviser et pourrir chaque lutte pour empêcher la classe exploitée de les prendre elle-même en main et de se dresser ainsi contre ses exploités.⁽¹⁾

Le mouvement des "gilets jaunes" est venu conclure une année (après tant d'autres!) de sabotage systématique des luttes marquées par d'innombrables petites grèves que les syndicats ont isolées les unes des autres, par de nombreuses "journées d'actions" stériles et démoralisantes. La division corporatiste et la dispersion ont d'ailleurs commencé à questionner dans les rangs des travailleurs : face aux attaques du gouvernement, ne devrions-nous pas lutter tous ensemble? C'est pourquoi, lors des grèves contre la réforme du statut des cheminots, au mois de mai, les syndicats ont sorti de leur chapeau le simulacre de la "convergence des luttes" où, en réalité, chaque secteur, chaque branche, chaque entreprise étaient soigneusement cloisonnés et enfermés derrière "sa" banderole et "son" mot d'ordre avec la sono syndicale à fond pour empêcher un peu plus toute discussion. Surtout, avec la trouvaille de la "grève perlée" de la SNCF, les syndicats ont épuisé les grévistes dans une lutte longue et stérile, coupée des autres secteurs de la classe ouvrière, tout en présentant les travailleurs de la SNCF comme le secteur le plus combatif capable de faire, à lui seul, reculer le gouvernement, cela pour mieux démoraliser l'ensemble du prolétariat. C'est aussi pour isoler et démoraliser que la CGT a mis en place sa "caisse de solidarité" qui n'est rien d'autre qu'un appel à lutter par procuration.

C'est justement à cause de ce sabotage syndical des luttes ouvrières que le prolétariat n'a pas été en mesure de se mobiliser pour riposter massivement aux attaques du gouvernement Macron. C'est à cause de la paralysie du prolétariat et sa grande difficulté à briser le carcan syndical que le mouvement citoyen et interclassiste des "gilets jaunes" a pu surgir en occupant tout le devant de la scène sociale. Cette situation de substitution momentanée de la révolte populaire des "gilets jaunes" à la lutte de classe ne pouvait que renforcer le désarroi du

prolétariat et créer un rideau de fumée venant obscurcir sa conscience. C'est à cause de cet affaiblissement politique du prolétariat que les syndicats, CGT en tête, peuvent continuer à lancer des appels à des journées d'action stériles.

Quant à la gauche "radicale" de l'appareil politique bourgeois, elle n'a cessé, tout au long de l'année, de distiller son poison mystificateur avec le slogan ouvrieriste hérité des staliniens : "De l'argent, il y en a dans la poche du patronat!" Il n'est à ce titre pas étonnant de voir que les pancartes "Macron, rend l'argent!" étaient présentes partout où un groupe de "gilets jaunes" se mobilisait. Oui, il y a de l'argent "dans la poche" du patronat, dans celle des actionnaires et dans les caisses de l'État. Suffisait-il alors de "redistribuer les richesses" pour que tout aille mieux? Quelle fumisterie! Le problème, ce n'est pas la distribution "équitable" des richesses, c'est l'exploitation de la force de travail, l'existence même de la marchandise, de la monnaie et de la propriété privée, celle d'une classe exploitée par une classe exploiteuse. Comme l'écrivaient déjà Marx et Engels dans le "Manifeste du Parti communiste" : "Une autre forme de socialisme bourgeois (...) essaya de dégoûter les ouvriers de tout mouvement révolutionnaire, en leur démontrant que ce n'était pas telle ou telle transformation politique, mais seulement une transformation des conditions de la vie matérielle, des rapports économiques, qui pouvait leur profiter. Notez que, par transformation des conditions de la vie matérielle, ce socialisme n'entend aucunement

l'abolition du régime de production bourgeois, laquelle n'est possible que par la révolution, mais uniquement la réalisation de réformes administratives sur la base même de la production bourgeoise, réformes qui, par conséquent, ne changent rien aux rapports du Capital et du Salarial et ne font, tout au plus, que diminuer pour la bourgeoisie les frais de sa domination et alléger le budget de l'État."⁽²⁾

En soutenant le mouvement des "gilets jaunes" et en appelant les lycéens à y participer, les partis de la "gauche radicale" (Besancenot a notamment soutenu le mouvement lors de son passage dans l'émission télévisée de Laurent Ruquier), les ont sciemment envoyés au casse pipe et se faire tabasser par les flics.

Depuis 1914, les syndicats ne correspondent plus au besoin du prolétariat et sont devenus de véritables rouages de l'État capitaliste, des organes d'encadrement des luttes et de police dans les entreprises. Dès la Première Guerre mondiale, les syndicats se sont tous rangés derrière les intérêts de leur État national au nom de "l'Union sacrée" dans l'effort de guerre. Pendant la révolution allemande, en 1918-1919, main dans la main avec les sociaux-démocrates du

2) Si un "socialiste bourgeois" comme Proudhon avait l'avantage, en dépit de ses errements politiques et ses conceptions réformistes, d'avoir été un combattant sincère de la classe ouvrière, les partis gauchistes du NPA et de LO ne sont que des organisations de l'extrême gauche du Capital dont la fonction est de mystifier la classe ouvrière, d'encadrer ses luttes et de la dévoyer sur le terrain bourgeois et réformiste des élections.

SPD, ils s'emploient partout à briser les grèves et empêcher le prolétariat de développer sa lutte révolutionnaire en faisant tout pour semer la division et détruire l'unité de la classe ouvrière.

En 1979, en France, face à l'éclatement de grèves dans de nombreux secteurs, particulièrement dans la sidérurgie, les syndicats entreprennent un habile travail de division et d'isolement. Ils font d'abord reprendre le travail dans d'autres secteurs en lutte (postes, hôpitaux, banques, SFP...) avant d'organiser, sous la pression des ouvriers, la marche des sidérurgistes sur Paris, le 23 mars, qui sera sabotée par l'alliance des forces de l'ordre et des syndicats.

En 1983, en Belgique, c'est de la même façon que les syndicats sont parvenus à empêcher toute unification entre les ouvriers du secteur public et du secteur privé, en organisant un quadrillage du mouvement grâce à la vieille tactique de la division entre les différents syndicats en organisant, dans le même temps, des manifestations par secteur, par région, par entreprise, par usine.

Autre exemple : en 1986, en France, face au discrédit des syndicats lors de la lutte des cheminots de la SNCF, les organisations trotskistes *Lutte ouvrière* et l'ancêtre du NPA (la LCR) mettent aussitôt en avant le piège du "syndicalisme de base" qui a alors accompli le même sale boulot que les syndicats traditionnels en enfermant les cheminots dans la corporation ou le secteur pour empêcher toute extension de la lutte, notamment au moyen de services d'ordre musclés qui interdisaient l'accès des AG aux "éléments extérieurs à la SNCF".

Voilà plus d'un siècle que pèse sur le prolétariat le poids des méthodes et de l'idéologie des prétendus "amis" de la classe ouvrière que sont les syndicats et les partis de gauche et d'extrême gauche de l'appareil politique de la bourgeoisie. C'est ainsi qu'en dépit d'un rejet quasi unanime des syndicats, le mouvement des "gilets jaunes" n'a fait que... reproduire toutes les impasses dans lesquelles les syndicats, et notamment la CGT, plongent les luttes depuis des décennies : blocage des routes ou des sites prétendument stratégiques avec les éternels pneus incendiés et autres barrages filtrants. Ces blocages ne servent à rien d'autre qu'à diviser les prolétaires entre ceux qui luttent et ceux qui sont contraints d'aller bosser. Ils ne sont qu'une piqûre de moustique sur la peau d'éléphant du capitalisme et ces méthodes n'ont jamais constitué une réelle menace pour le gouvernement et encore moins pour l'État.

Le sabotage permanent des syndicats n'a fait que préparer le terrain au dévoiement de la combativité d'une partie de la classe exploitée sur le terrain du patriotisme "citoyen" des "gilets jaunes". Grâce à leurs bons et loyaux services, la bourgeoisie, son État et son gouvernement, ont pu jusqu'à présent paralyser le prolétariat et maintenir la "paix sociale" pour défendre l'ordre du Capital. Cet ordre ne peut engendrer que toujours plus de misère, d'exploitation, de répression, de chaos social et de barbarie si le prolétariat se laisse confisquer sa lutte par les syndicats et par la petite bourgeoisie.

EG, 18 décembre 2018.

RÉPRESSION POLICIÈRE CONTRE LES "INSURGÉS"

L'Ordre va-t-il régner à Paris ?

55 compagnies de CRS, 100 escadrons de gendarmerie, la brigade anticriminalité, la police des transports, la police pour la lutte contre l'immigration irrégulière et de la sécurité de proximité, des dizaines de milliers de fonctionnaires des commissariats et de la police judiciaire. Au final, près de 90 000 fonctionnaires du maintien de l'"ordre public" ont été mobilisés, samedi 8 décembre, pour "sécuriser" la manifestation des "gilets jaunes" à Paris et dans toute la France. Tout cela pour 125 000 manifestants! Ce gigantesque déploiement de CRS, de gendarmes, de policiers... a même été protégé par une quinzaine de véhicules blindés de la gendarmerie destinés à déblayer les barricades. Un dispositif "exceptionnel" et inédit dans l'histoire de la République française.

Le vrai visage de l'État démocratique bourgeois

La "plus belle Capitale du monde" avec ses illuminations de Noël sur les Champs-Élysées, s'est transformée en champ de bataille et en véritable zone militarisée. Pendant une semaine, les médias nous ont inondés d'images du déchaînement de la violence des "insurgés".

La mobilisation de cette armada républicaine n'avait pas d'autre but que de mettre en scène une impressionnante démonstration de force de "dissuasion", après les violences policières contre de jeunes lycéens dont la grande majorité ne faisaient "rien de mal", et n'avait pas du tout envie de mettre le feu ni aux poubelles, ni aux voitures, ni à leur lycée! À Mantes-la-Jolie, 148 jeunes âgés de 12 à 20 ans ont été alignés à genoux, mains derrière la

tête, gardés par des policiers comme de véritables prisonniers de guerre. Face à la pénurie de menottes, les "keufs" ("verlan" des gamins pauvres des banlieues défavorisées) ont trouvé cette astuce pour les immobiliser et les empêcher de fuir (en attendant l'arrivée des "paniers à salades"?). Plusieurs adolescents ont écopé de six mois de prison ferme. Le même jour, plusieurs mineurs étaient défigurés par des tirs de flash-ball. Dans le Loiret, un lycéen grièvement blessé s'est trouvé entre la vie et la mort. Finalement, le proviseur du lycée est passé à la télévision pour annoncer que sa vie n'était plus en danger.

S'agit-il de simples "bavures" ou d'ordres reçus par les "dignes" représentants de la classe dominante et son gouvernement

Les médias : chiens de garde de l'Ordre du Capital!

Les plus fidèles chiens de garde de l'Ordre capitaliste, ce sont les médias qui n'ont cessé de nous inonder d'images tournant en boucle sur toutes les chaînes, pour rassurer la classe exploiteuse et intimider la classe exploitée. Tout le monde a pu assister au déferlement ad nauseum de la propagande "sécuritaire" sur les chaînes de télévision! Les médias bourgeois ont également passé en boucle les images des "gilets jaunes" agenouillés les mains sur la tête devant les cordons de CRS, comme les gamins de Mantes-la-Jolie le 6 décembre. Ces appareils d'intoxication idéologique de la classe dominante ont tenté, dans un premier temps, de cacher et censurer les images des jeunes de Mantes-la-Jolie. Mais comme elles avaient déjà

circulé sur tous les réseaux sociaux, les chaînes de télévisions ont été obligées de les diffuser avec toutes sortes de commentaires essayant de justifier cette exaction et, notamment, les commentaires de deux sommités du monde de la Presse :

- Christophe Barbier : ex-directeur de l'hebdomadaire *L'Express*, puis chroniqueur politique à BFMTV : "Ce qui s'est passé (à Mantes-la-Jolie), c'est tout-à-fait normal. Et c'est même pour protéger les lycéens qu'il faut les traiter comme ça. Il faut vraiment être un cœur d'artichaut et bien-pensant pour s'offusquer de ce qui s'est passé à Mantes-la-Jolie" (matinale de BFMTV le 7 décembre);

- Franz-Olivier Giesbert, ex-directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, puis du quotidien *Le Figaro*, et ensuite directeur de l'hebdomadaire *Le Point* : "Il n'y a pas eu de blessés! Ils auraient pu être massacrés...! C'est pas parce que c'est des lycéens qu'ils ont le droit de faire n'importe quoi" (matinale de LCI du 7 décembre).

Effectivement, ces grands patrons de la médiasphère ne sont pas des "cœurs d'artichaut" ni des "bien-pensants". Ils sont les "dignes" représentants médiatiques "d'un monde sans cœur" et de "l'esprit d'une époque sans esprit" (selon l'expression de Karl Marx, à propos de "l'opium du peuple", dans son livre "Contribution à la critique de la Philosophie du Droit de Hegel").

On ne peut que conseiller à tous les "cœurs d'artichaut" de lire la prose d'un journaliste français, Prosper Olivier Lissagaray, qui a raconté, jour après jour, les événements de la

"semaine sanglante" lors de la répression de la Commune de Paris en 1871. Le "citoyen" Lissagaray rapporte dans son livre, "Histoire de la Commune de 1871", une scène où le 26 mai 1871, sur les marches du Panthéon, un Député sympathisant de la Commune, Jean-Baptiste Millière, a été forcé de se mettre à genoux, avant d'être fusillé par la soldatesque du gouvernement de la République française siégeant à Versailles. Beaucoup de "citoyens" de la Commune de Paris (qui n'ont même pas osé toucher à l'argent de la Banque de France alors que la bourgeoisie les a traités de "voleurs") ont été contraints par la force de se mettre à genoux avant d'être fusillés par les hordes sanguinaires des troupes républicaines "tricolores". Simplement parce qu'ils crevaient de faim et avaient osé monter à "l'assaut du Ciel"!

Les jeunes du lycée de Mantes-la-Jolie n'ont pas été "massacrés" (dixit Franz-Olivier Giesbert), mais simplement obligés eux-aussi de se mettre à genoux comme leurs ancêtres de la Commune de Paris. "C'est tout à fait normal" (dixit Christophe Barbier) : la mise à genoux des Gavroches des temps modernes exprime la haine revancharde de la bourgeoisie et son besoin d'humilier toute cette "racaille" (comme disait l'ex-Président Nicolas Sarkozy) qui ne respecte pas les privilèges des "riches".

L'Ordre Public de la bourgeoisie, avec son "État de droit" policier, et sa "paix sociale", c'est l'ordre de la Terreur!

Hans, 10 décembre 2018

1) Voir la brochure du CCI : "Les syndicats contre la classe ouvrière".